

**POUVOIR LUTTES DEMOCRATIE**  
**Contribution pour le 36ème Congrès du PCF de Marcel Perronnet et d'Orphée STEPHAN**  
**Membre de la Section du PCF du Canton d'Agde**

Nous pouvons constater que le gouvernement dit « socialiste » a fait sienne la politique sociale libérale de Tony Blair. Si nous ne voulons pas être compromis, il faut impérieusement sortir de l'ambiguïté et se positionner dans l'opposition. Pensons à l'avenir. La seule chance qui existe de battre les fascistes est de prendre de la distance avec ce gouvernement. Sinon Madame Le Pen pourra avancer sur un tapis sertie d'épines pour les travailleurs.

Une loi contre les licenciements doit être votée et pour que son application soit effective, l'on doit légiférer pour donner de nouveaux droits pour les travailleurs. Ils démontrent, par des contre projets aux plans de restructuration patronaux, qu'ils n'ont pas besoin de patrons pour faire tourner l'entreprise. Ils doivent pouvoir faire prendre en compte leurs propositions. Quand ce gouvernement prendra-t-il l'initiative d'y poursuivre la transformation des usines que le capital délaisse en SCOP ? Ne devrait-on pas s'engager sur la nationalisation d'entreprises vitales pour le pays ? Il semble bien que cette idée serait largement partagée. Il faut qu'à tout, le gouvernement, avec le concours des collectivités locales, doit tout faire pour éviter les fermetures de sites. En cas de démarches judiciaires longues et lourdes, des solutions doivent être trouvées pour que les travailleurs ne restent pas sans aucun revenu de leur travail, sans pouvoir prétendre à un revenu de remplacement (le largement possible : les allocations chômage).

On a coutume de dire que la démocratie s'arrête à la porte des entreprises. Toutes ces avancées ne peuvent pas être réalisées que si, courageusement, on lie la lutte politique et la lutte syndicale. Il faut noter les décisions prises par notre Parti de quatre actions du mois de novembre, qui lient les soucis sociaux aux capacités politiques. L'impulsion est donnée au niveau national ; à la base, les communistes doivent participer aux diverses actions locales auprès des travailleurs et les assurent de notre soutien. Nous devons assumer nos responsabilités.

Une véritable démocratie doit voir le jour. Le système de représentativité est à bout de souffle. Il ne représente pas du tout les citoyens. Dans les assemblées, les salariés sont sous représentés. Une profonde réforme électorale doit être entreprise, pour donner aux salariés une représentativité à laquelle ils ont droit. L'élection présidentielle doit être supprimée. Elle est anti démocratique. Sous le quinquennat de Sarkozy, le Référendum d'Initiative Populaire a été voté par le Parlement réuni en Congrès. Le décret d'application n'a jamais été signé. Il faut qu'on propose également d'une réforme législative, qui supprime les décrets d'application. Dès que le Parlement aura voté une loi, elle doit s'appliquer.

Il semble évident qu'une réforme électorale doit s'accompagner d'une profonde réforme fiscale qui ait pour exigence de prendre l'argent où il est. Et rendre aux salariés l'argent distribué aux actionnaires et aux banques. Cette réforme doit être pensée pour donner les moyens financiers indispensables aux collectivités locales ainsi qu'aux services publics.

Pour réussir un véritable changement, il faut penser environnement. Etre communiste, que se soit en 1920, ou aujourd'hui, c'est se battre contre l'exploitation du prolétariat par les nantis. Pour gagner encore plus d'argent, ils n'hésitent pas à réduire à la misère la populations de régions entières. Ca, nous le savons et nous nous battons contre. Mais, ceux les mêmes qui n'hésitent pas à gaspiller, produire plus qu'il n'en faut, et surtout polluer. Ce qui est l'équivalent de scier la branche sur laquelle on est assis. De nombreuses solutions permettront de créer des emplois tout en préservant l'environnement.

Pour pousser le gouvernement à gauche, il faut réussir un large rassemblement. Pour cela, on

a besoin d'un PCF dynamique, qui doit prendre sa vitalité dans les initiatives de la base. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Tout au moins dans notre Fédération, celle de l'Hérault, c'est encore le règne du centralisme démocratique. Les idées et les propositions venant de la base ne sont pas prises en compte.

Un large rassemblement ne pourrait se faire sans un Front de Gauche qui aurait des adhérents sans passer par ses composants. Ce qui représente souvent un frein à l'adhésion. De même, il faudrait trouver une définition à la gauche, afin d'y exclure la sociale démocratie.